Les officiers de la Chambre des comptes d'Angers (1397-1424). Étude prosopographique d'après le premier « Journal » de l'institution

Justine Moreno

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3206>

DOI : 10.4000/abpo.3206

ISBN : 978-2-7535-5040-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 avril 2016

Pagination : 55-84

ISBN : 978-2-7535-5038-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Justine Moreno, « Les officiers de la Chambre des comptes d'Angers (1397-1424). Étude prosopographique d'après le premier « Journal » de l'institution », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 123-1 | 2016, mis en ligne le 22 avril 2018, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3206> ; DOI : 10.4000/abpo.3206

Les officiers de la Chambre des comptes d'Angers (1397-1424)

Étude prosopographique d'après le premier « Journal » de l'institution

Justine MORENO

doctorante en histoire médiévale, Université d'Angers, CERHIO UMR 6258

L'étude prosopographique du personnel de la Chambre des comptes d'Angers est un sujet encore peu abordé par les chercheurs. Il se situe pourtant à la croisée de plusieurs historiographies, politique, institutionnelle et sociale. À l'origine des premières recherches positivistes au XIX^e siècle, les Chambres des comptes ont été étudiées comme un organe central de gouvernement illustrant l'histoire politique et administrative de la France au Moyen Âge. La logique de leur mise en place a été intégrée dans un discours mettant en lumière une longue période de maturation de l'administration royale en termes d'organisation du contrôle financier, dès le milieu du XIII^e siècle ; un siècle plus tard, l'évolution des institutions centrales servait le processus d'usurpation ou de reproduction des droits régaliens par les familles duciales du royaume, dont la seconde Maison apanagée du duché d'Anjou¹. Le pouvoir politique que les principautés territoriales acquièrent durant les XIV^e et XV^e siècles donna progressivement à leurs territoires des allures d'États princiers. Ce phénomène entraîna une véritable réflexion budgétaire visant à une gestion rationnelle de leurs ressources ainsi qu'à la modernisation des structures financières. La responsabilité globale de la comptabilité, tant ordinaire qu'extraordinaire, incombait désormais à une Chambre des comptes, apparue en province durant le second XIV^e siècle.

L'histoire de cette institution continua d'être exclusivement rattachée aux études sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Âge jusque dans les années 1930. À la suite d'un débat historiographique qui a considérablement porté atteinte à l'histoire institutionnelle en France,

1. L'instauration d'une principauté territoriale en Anjou fut marquée par une relative stabilité dynastique pendant plus d'un siècle qui a vu se succéder les princes suivants : Louis I^{er} (1360-1384), Louis II (1400-1417), Louis III (1417-1434) et René (1434-1480).

les travaux sur les Chambres des comptes parisiennes et provinciales diminuèrent². Les années 1980-1990 ravivèrent cependant le dialogue avec l'histoire politique, culturelle et sociale. L'histoire des Chambres des comptes s'intégra alors dans la question de la genèse de l'État moderne au travers de l'essor de la bureaucratie, des pouvoirs publics et de l'amélioration des techniques administratives. Actuellement, les recherches prosopographiques concentrent toutes les attentions et s'orientent vers l'analyse des dynamiques sociales et idéologiques des gens des chambres des comptes, mais aussi sur l'esprit de corps qui les anime³. Elles permettent donc de remettre en perspective le fonctionnement et l'évolution sociale des institutions. Même si cette étude reste traditionnellement attachée à la connaissance des élites, les bases d'une analyse prosopographique sont encore entièrement à construire pour le duché d'Anjou car il n'existe aucune liste exhaustive concernant les officiers de l'administration centrale.

On trouve les premières mentions de la Chambre des comptes d'Angers en 1368, lors d'une séance tenue chez les dominicains d'Angers. Louis I^{er} a certainement créé cette instance financière dans son administration lors de la fondation de l'apanage en 1356 et Louis II l'a réformée – peut-être – pour la première fois par une ordonnance en 1400. Les années 1360-1399 sont celles de la genèse de la principauté et celles des conquêtes et de l'engagement militaire dans la guerre de Cent Ans. La première décennie du xv^e siècle est, quant à elle, une période d'accalmie et de construction politique pour l'Anjou. Durant les premières années, l'interruption des conflits en Provence, en Italie et au sein du royaume de France constitue autant de facteurs favorables à l'émergence d'une politique réformatrice active. Au cours de la période couverte par le premier registre de la Chambre des comptes, qui est la base de cette étude, le contexte a donc nourri le développement de l'institution angevine.

Le rôle essentiel de la Chambre des comptes d'Angers dans le gouvernement du duché d'Anjou permet de caractériser les principales missions qui incombent à son personnel et la cohérence sociale de ce groupe, y compris en dehors des aspects formels de leurs relations. L'idée directrice de cet article sera d'étudier si les gens des Comptes, de par le fonctionnement interne de l'institution, fondent la cohérence sociale et professionnelle du groupe ou si l'État et les grands principes de son administration insufflent un profil et une dynamique types à ses agents. Le but de cette étude est donc d'aborder l'identité du personnel des Comptes angevins afin de déterminer si les officiers de la Chambre des comptes d'Angers appartiennent

2. ANHEIM, Étienne, « L'historiographie est-elle une forme d'histoire intellectuelle ? La controverse de 1934 entre Lucien Febvre et Henri Jassemin », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 5/2012 (n° 59-4bis), p. 105-130.

3. MATTÉONI, Olivier, « L'apport de la prosopographie à la connaissance des carrières des officiers de la Chambre des comptes de Moulins (1450-1530) », dans *L'État moderne et les élites (xiii^e-xviii^e siècles). Apports et limites de la méthode prosopographique, Actes du colloque international CNRS-Paris I les 16-19 octobre 1991*, GENET, Jean-Philippe et LOTTES, Günther (éd.), Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 123-139.

de facto à l'élite administrative du duché ou s'ils en adoptent les règles lors de leur entrée au service de l'État angevin.

La première partie de cet article sera réservée à la présentation du « Journal » de la Chambre des comptes d'Angers entre 1397 et 1424 afin d'en appréhender le contexte de production – répondant aux missions institutionnelles des Comptes –, le contexte d'élaboration – par quels auteurs et selon quels principes –, et le contexte de sa conservation actuelle ; la deuxième se chargera de décrire la typologie des offices au sein de la Chambre angevine mais aussi le temps et le cadre de travail de ce groupe d'acteurs, tandis que la troisième s'attardera sur les différents moments des carrières et sur les profils de ces officiers. Nous tâcherons ainsi de nous intéresser à l'esprit de corps qui anime les gens des Comptes angevins au travers de leurs origines sociales et géographiques, de leur conscience professionnelle mais aussi leur situation matrimoniale et foncière.

Présentation de la source

Le « Journal » de la Chambre des comptes d'Angers est un registre papier de 159 folios. Il est actuellement conservé aux Archives nationales parmi les Titres de la Maison d'Anjou et intégré à la série P : Chambre des comptes et comptabilités ; il partage la cote P 1334⁴ avec deux autres pièces relatives à l'administration de l'Anjou sous le règne de Louis II⁴. Il est subdivisé en trois parties qui comprennent les serments des notaires ducaux à la Chambre des comptes, le « Journal » de l'institution et une liste des ducs d'Anjou. À ce jour, il est le document le plus ancien conservé pour l'institution angevine.

Le premier mémorial des Comptes angevins couvre les années 1397 à 1424 et son commanditaire est Marie de Blois, chargée de l'administration au nom de son fils, Louis II. La régente fait en effet tenir un « Journal » de la Chambre des comptes afin d'établir un bulletin plus régulier des actes de l'institution, des délibérations du Conseil ducal et des affaires traitées par les deux administrations centrales de son gouvernement⁵. Le premier « Journal » conservé de la Chambre des comptes d'Angers est donc un instrument de travail quotidien. Selon Bertrand Schnerb, auteur d'un article consacré à l'activité de la Chambre des comptes de Dijon entre 1386

4. Arch. nat., P 1334⁴, pièce 12. « Ordonnance rendue par Louis, duc d'Anjou, pour l'organisation de sa Chambre des comptes d'Angers – 1400, 31 mai-xxxix » (pièce parchemin). Arch. nat., P 1334⁴, pièce 13 : « Instruction comment chascun officier [du duc d'Anjou] doit procéder en son office », extraite des registres de la Chambre des comptes d'Angers (relatif à l'office de sergent des foires et des marchés) – 1462, 26 août-xvi » (pièce parchemin).

5. LE MENÉ, Michel, « La Chambre des Comptes d'Anjou et les libéralités princières », dans : *La France des principautés. Les Chambres des comptes (xiv^e-xv^e siècles)*. Colloque tenu aux Archives départementales de l'Allier, à Moulins-Yzeure les 6, 7 et 8 avril 1995, Paris, 1996, p. 45.

et 1404⁶, l'usage de rédiger ce type d'ouvrage « s'inspirait d'une pratique administrative parisienne. En un mot on y enregistrait, d'une part, tout ce qui pouvait faire foi des droits de la Chambre; d'autre part, tout ce qui avait une portée générale dans les affaires qu'elle avait à traiter⁷ ». Différents termes servent à désigner les sources produites par les Chambres des comptes à la fin du Moyen Âge. Le terme de « mémoires » est en effet préféré à celui de « Journal » chez les historiens. La rédaction de ces résumés relève en effet davantage de procès-verbaux ou de comptes rendus de séance que d'écrits journaliers. Les notices sont par ailleurs rédigées le plus souvent selon un modèle stéréotypé, doté de rubriques distinctes et d'une formulation brève et sèche. L'archétype de la notice comprend la date et le lieu de la séance, l'énumération des officiers présents, une description de l'affaire traitée et la décision rendue.

La Chambre des comptes d'Angers possédait une juridiction souveraine et ordinaire en matière financière et domaniale qui la rendait essentielle dans la gestion, le contrôle et la conservation du patrimoine angevin. L'institution imposa son autorité dans le contrôle régulier des officiers du duché. Chaque année, il lui fallait examiner les finances des agents fiscaux, enquêter à leur sujet et les juger *a posteriori* lors des audiences de reddition de comptes⁸. Ces audiences, en maintenant un dialogue permanent entre les officiers locaux et l'administration centrale, apparaissaient comme la meilleure des garanties face à l'usurpation des droits ducaux. La Chambre devait en outre surveiller les intérêts fonciers du duché et l'emploi de ses revenus. Elle procédait ainsi à l'affermage des péages, des prévôtés, des coupes de bois, mais aussi des terrains et places dites « vuides », appartenant au prince. De plus, aucun acte de vente, bail, rachat, succession ou autre, ne pouvait être passé sans l'accord et la présence des gens des Comptes. S'ils n'eurent jamais l'exclusivité en matière de contentieux financier, les litiges administratifs liés aux redditions de comptes et aux mouvements des biens ducaux sont restés de leur ressort⁹. La Chambre veillait encore à passer les marchés nécessaires à l'entretien, la restauration, la construction et l'embellissement de tous les édifices relevant de son patrimoine. Elle détenait enfin un droit de regard sur la fiscalité tant ordinaire qu'extraordinaire en jugeant les comptes des fermiers chargés de prélever les taxes sur les marchandises, en percevant le montant des amendes associées aux litiges les concernant, ainsi qu'en prélevant les impôts dus au roi de France.

La conservation des archives du duché fait partie des prérogatives et des missions traditionnelles de la Chambre des comptes. Le « Journal » de l'institution fournit nombre d'informations sur le classement et la gestion

6. SCHNERB, Bertrand, « L'activité de la Chambre des comptes de Dijon entre 1386 et 1404 », dans : *La France des principautés...*, *op. cit.*, p. 55-64.

7. *Ibidem*, p. 55.

8. LECOY DE LA MARCHE, Albert, *Le roi René. Sa vie, son administration, ses travaux artistiques et littéraires*, Paris, 1875, t. 1, p. 454.

9. KERHERVÉ, Jean, *L'État Breton aux 14^e et 15^e siècles. Les ducs, l'argent et les hommes*, Paris, Maloine, 1987, 2 vol., p. 370-378.

des documents reçus par le personnel des Comptes. Leur enregistrement par la Chambre exprime notamment la volonté de défendre les intérêts du prince par le moyen de tous les titres qui précisent l'étendue de ses propriétés et qui justifient la perception de ses revenus. La conservation des archives est donc un véritable outil de gouvernement.

Les archives du duché constituaient de ce fait un fonds auquel le personnel des Comptes avait accès et dont il pouvait emprunter des pièces pour les nécessités du service. Les personnels affectés à la garde des archives étaient issus de la Chambre et occupaient des postes bien précis : l'essentiel des prêts de documents effectués l'ont été soit par un maître auditeur ou un clerc des Comptes, soit par un membre du Conseil ducal. Nous savons néanmoins, par l'intermédiaire de la coutume d'Anjou, que la tenue des archives fut sans doute le fait de deux des clercs et secrétaires du Conseil et des Comptes qui se sont succédés au cours du xv^e siècle : Gilet Buynart et Guillaume Ragneau¹⁰.

La garde des actes ducaux était ainsi jalousement détenue par les gens des Comptes et les démarches pour avoir accès aux documents n'en étaient que plus difficiles. La sécurité entourant ces précieux documents faisait de ces communications des actes exceptionnels considérés comme des faveurs. Pour exemple, le 21 janvier 1417, le maître des Comptes Gilet Buynart et le secrétaire du roi (ancien clerc des Comptes) Pierre Bricolan communiquent à Etienne Bernart, receveur des aides à Angers, un compte de l'ancien trésorier Jean Dupuy que l'officier « a promis et est tenu rendre et restituer ledit compte ceans dedenz viii jours¹¹ ».

Le personnel assigné à la garde des archives ducales était-il également responsable de l'écriture des mémoriaux de la Chambre ? L'amplitude chronologique du « Journal » et la polygraphie apparente dans la rédaction des notices font présumer de l'existence de plusieurs auteurs, mais l'examen des signatures apposées au bas des articles laisse cependant entrevoir la répétition de certains noms d'officiers de la Chambre. En termes de fréquence et sur un total de 830 notices, 35,5 % du « Journal » sont émargés, ce qui est peu et rend difficile l'identification des auteurs du registre. Les signatures appartiennent néanmoins majoritairement aux officiers de la Chambre, avec quelques apparitions ponctuelles d'officiers du Conseil ducal (parmi eux, deux secrétaires du roi) et certains plaidants et/ou accusés.

Sur les neuf officiers de la Chambre des comptes identifiés par leur signature, nous retrouvons deux maîtres des Comptes, six clercs des Comptes et un huissier. La rédaction des notices était donc largement réservée à une catégorie spécifique de membres de l'institution angevine, les clercs des Comptes. Loin de les écarter de la gestion quotidienne des affaires et de leur participation aux délibérations, cette fonction leur permettait de

10. BEAUTEUPS-BEAUPRÉ, Charles Jean, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au xv^e siècle*, Paris, 1877-1897, t. 1, p. 549.

11. Arch. nat., P 1334⁴, f^o 133 v^o.

présenter les pièces justificatives utilisées dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours ainsi que la mémoire des différentes audiences.

Si ce registre possède donc les caractéristiques d'un document de la pratique dite ordinaire, certaines de ses composantes soulèvent des questionnements quant à sa nature profonde et à ses fonctions. Le soin apporté à la conservation de cette mémoire d'État, le rôle des gens des Comptes dans la sauvegarde de ces archives et la constitution érudite de la liste des ducs d'Anjou sont autant d'éléments qui constituent un témoignage direct de leur époque. Au travers des très nombreuses notices rédigées par le personnel de la Chambre des comptes d'Angers, l'institution témoigne de cette capacité à faire et écrire l'histoire de leur temps : au-delà de la retranscription formelle des affaires judiciaires, litiges, droits et comptabilités ducales, la Chambre sauvegarde avant tout la mémoire des faits intéressants le domaine angevin, son patrimoine, son savoir-faire administratif, mais aussi l'histoire de ses sujets et de ses officiers.

L'expérience professionnelle des officiers des Comptes les rendait certainement aptes à faire œuvre d'historien, même si elle pouvait influencer également leurs travaux. L'histoire établie par ces bureaucrates était avant tout liée à leur situation, qui leur permettait de consulter et de constituer de nombreuses archives et documents originaux. Leur capacité à comprendre, annoter et rassembler des dossiers fut certainement un atout dans le traitement de ces sources¹². Cependant, les archives utilisées proviennent essentiellement de l'institution où ils travaillent ; leurs écrits reflètent donc un horizon social et politique commun à tous les officiers de la Chambre des comptes d'Angers.

Les officiers de la Chambre des comptes d'Angers : typologie, temps et cadre de travail

La typologie des offices au sein de la Chambre des comptes d'Angers et les missions associées à ces fonctions transparaissent tout au long du « Journal ». Le cadre réglementaire de l'institution et de la composition de son personnel semble avoir été défini par l'ordonnance du prince Louis II (1384-1417), datée du mois de mars 1400, dont voici un extrait :

« Item, quant au fait de la Chambre de nosdiz comptes à Angiers, nous, confians applain du sens, loyauté, prodommie et bonne diligence de noz bien amez conseilliers reverent pere en Dieu nostre chancelier l'evesque d'Angiers, l'abbé de Saint-Aubin, maistre Jehan le Begue, messire Jehan d'Escherbaye, Guillaume Aygnen, maistre Denis du Brueil, maistre Estienne Buynart et maistre Lucas Le Fevre et messire Brient Priour, et pour clers de ladicte Chambre Gillet Buynart, et Jehan Fromont, et pour huissier de ladicte Chambre Jehan du Vivier¹³. »

12. GUENÉE, Bernard, *Histoire et culture historique dans l'Occident médiéval*, Paris, 1980, p. 68.

13. LECOY DE LA MARCHE, Albert, *Le roi René...*, op. cit., t. 2, p. 209-211.

Le personnel de la Chambre des comptes se compose de conseillers, de clercs et d'huissiers. En tant qu'instrument de travail quotidien de la Chambre, les notices du « Journal » sont avares de renseignements concernant le personnel de l'institution car elles mettent davantage en lumière le contenu qu'elles traitent. De plus, la confusion entre les termes de « conseillers » et de « maîtres » s'appliquant à la fois aux gens du Conseil ducal, aux auditeurs de la Chambre et aux clercs des comptes, a compliqué l'analyse de la répartition des tâches.

Si l'office de président semble préexister à ce corpus, il en est rarement fait mention. Les deux détenteurs de cet office entre les années 1397 et 1424 sont Hardouin de Bueil, évêque d'Angers et chancelier des princes Louis I^{er}, Louis II et Louis III¹⁴, ainsi que Jean Dupuy, ancien trésorier général d'Anjou et du Maine, dont la présence est attestée dans le « Journal » entre les années 1398 et 1415. La présidence de la Chambre des comptes d'Angers appartenait à celui qui était désigné le premier dans les notices et/ou au plus ancien des membres de l'institution¹⁵. Cette tradition a d'ailleurs fait dire aux historiens que l'abbé de Saint-Aubin avait certainement remplacé Hardouin de Bueil dans ses fonctions de président en son absence, car le nom de ce dernier ouvre souvent la liste des présents dans les notices du registre¹⁶. Cependant, l'office de président de la Chambre des comptes semble davantage relever d'un titre honorifique que d'une fonction établie, et les personnalités qui le détenaient avaient bien d'autres préoccupations que la direction quotidienne des affaires¹⁷. Quoi qu'il en soit, l'attribution de la présidence des Comptes angevins correspond aux modèles d'autres institutions princières de cette époque. En effet, tout comme pour la Chambre de Blois, de Berry et de Bourgogne, le président de la Chambre est représenté par le chancelier du souverain¹⁸.

Les maîtres-auditeurs de la Chambre des comptes d'Angers sont les plus nombreux et forment l'élite de l'institution. Le pouvoir décisionnaire de cette fonction s'impose aux autres officiers de la Chambre. Les maîtres des Comptes sont ceux qui mènent les audiences de reddition de comptes et qui prononcent la validation d'une comptabilité (ou le jugement d'un contentieux) ; ils interviennent donc à un moment précis de la procédure de vérification des comptes et/ou d'un litige. Aucune notice extraite du « Journal » ne permet d'affirmer que les auditeurs de la Chambre procédaient à l'examen minutieux de ces documents, mais ils étaient majoritairement présents lors de leur réception ou prêt¹⁹.

14. Louis I^{er} avait nommé l'évêque d'Angers, Hardouin de Bueil, à cet office au mois de juin 1382.

15. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, Charles Jean, *Coutumes et institutions...*, *op. cit.*, p. 538-539.

16. Arch. nat., P 1334⁴, f° 126 v° : « presens messires l'abbé de Saint-Aubin, Gilles Buynart et Pierres Crolavoyne, tresorier et moy Bricolan [signé] ».

17. KERHERVÉ, Jean, *L'État breton...*, *op. cit.*, t. 1, p. 359.

18. THIBAUT, Jean, « Le personnel de la Chambre des comptes de Blois » dans : *La France des principautés...*, *op. cit.*, p. 153.

19. Arch. nat., P 1334⁴, f° 59. Lucas Le Fèvre et l'abbé de Saint-Aubin sont présents au conseil de la reine daté du 12 février 1405 lorsque Robert Le Maczon, conseiller du roi, apporte des lettres blanches de Colas Joulain, secrétaire de la reine.

La majeure partie du travail préparatoire au jugement, de même que l'exécution des sentences, semble être le fait des clercs des comptes. Pour l'ensemble des Chambres des comptes étudiées à la fin du Moyen Âge, la distinction entre ces deux offices – clercs et maîtres-auditeurs – est peu marquée. Nous constatons simplement que les clercs sont chargés d'assister les maîtres lors des auditions des comptes²⁰, de rédiger les notices du « Journal » comme des greffiers²¹ et qu'ils ont la garde des archives²². La fonction de clerc des Comptes paraît être celle qui se rapproche le plus d'un travail quotidien à la Chambre.

L'huissier de la Chambre des comptes d'Angers tient une place particulière dans le collège des gens des Comptes car ses fonctions se différencient nettement de celles des autres officiers²³. Bien qu'il soit plus proche par ses préoccupations du petit personnel que des gens des Comptes, sa fonction bénéficiait malgré tout d'une reconnaissance officielle par le pouvoir princier. L'office fut même doublé pendant un court moment. Michel Le Mené précise notamment que c'est par l'intermédiaire d'un document remis par l'huissier que les officiers des finances du duché angevin sont convoqués pour l'examen de leurs comptes²⁴.

L'évolution des effectifs de la Chambre des comptes d'Angers est intéressante car elle reflète tous les changements observés par l'historien²⁵. Ce dernier ne dénombre plus que six gens des Comptes en 1437, trois maîtres-auditeurs, deux clercs et un huissier (avec certainement un secrétaire à la tête des notaires). Le déclin du personnel de la Chambre s'est en fait amorcé à la période précédente car les mouvements du personnel angevin se concentrent durant les dix premières années étudiées. Si les entrées en charge semblent équitables entre le nombre et les offices concernés, toute une génération de maîtres-auditeurs, déjà présents du temps de Louis I^{er}, disparaît durant les premières années du xv^e siècle, sans être remplacée. Le « Journal » note ainsi la mort de Guillaume Aignen en 1401 et la disparition de Denis du Breuil la même année. En 1402, c'est au tour de Jean Le Bégut et du doyen d'Angers de disparaître du registre, suivis deux ans plus tard d'Étienne Buynart. Enfin, c'est en 1407 que Lucas Le Fèvre disparaît de la documentation. Six absences d'auditeurs ont pu être ainsi comptabilisées alors que la première entrée en charge « officielle » d'un officier à la Chambre, suite à l'ordonnance de 1400, ne date que de 1412.

Sur un ensemble de huit entrées en charge attestées dans le registre, la moitié de ces changements s'est effectuée avant même l'ordonnance

20. JEAN, Mireille, « Aux marges du royaume : La Chambre des comptes de Lille en 1477 », dans *La France des principautés...*, *op. cit.*, p. 27-41.

21. KERHERVÉ, Jean, *L'État breton...*, *op. cit.*, t. 1, p. 365.

22. Arch. nat., P 1334⁴, f°99 v°. Gilet Buynart et Pierre Briccoan collationnent les lettres archivées sur la vente de la terre de la Roche-au-duc.

23. JEAN, Mireille, « Aux marges du royaume : La Chambre des comptes de Lille en 1477 », dans : *La France des principautés...*, *op. cit.*, p. 27-41.

24. LE MENÉ, Michel, « La Chambre des comptes d'Anjou... », *op. cit.*, p. 44.

25. *Ibidem*.

de 1400²⁶. La stabilité et la pérennité des postes au sein de la Chambre des comptes d'Angers sont manifestes, les seuls changements repérés ont été réalisés, par paire (un maître-auditeur et un clerc des Comptes), à dix ans d'intervalle²⁷. Néanmoins, toutes les nominations du personnel des Comptes ne semblent pas avoir été officiellement inscrites dans le « Journal » de l'institution car plusieurs officiers apparaissent à des postes auxquels ils ne sont pas institués formellement²⁸. Différentes hypothèses peuvent être avancées pour expliquer la diminution du personnel des Comptes angevins mais l'état, bien souvent déficitaire, des finances principales durant cette période et le coût important de l'administration ducal expliquent certainement le déclin à la fois du nombre et de la rétribution des officiers angevins.

Il s'avère que la hiérarchie établie entre les fonctions correspond assez naturellement à la hiérarchie des rémunérations. Il est ainsi indiqué dans le *Journal de Jean Le Fèvre*²⁹ qu'au mois de juin 1382, le chancelier du prince Louis I^{er} scella des lettres par lesquelles le duc conférait à messire Hardouin de Bueil, évêque d'Angers, l'office de président en sa Chambre des comptes à Angers, en lui assignant 1 000 francs par an à prendre sur les recettes ordinaires. Une augmentation de 600 livres lui a été accordée au mois de mars 1402, mais il n'est pas précisé si cette somme lui a été attribuée pour son office de président ou celui de chancelier du prince Louis II.

Les revenus des maîtres-auditeurs ne sont pas non plus mentionnés dans le registre et nous nous en remettons encore une fois au *Journal de Jean Le Fèvre* pour lever le voile sur cette question. Au mois de mai 1382, ce dernier scella une lettre du duc destinée à Denis du Breuil (maître-auditeur dans l'ordonnance de 1400), renouvelant sa pension de 200 francs par an à cause de son office au sein de la Chambre des comptes.

La rémunération des clercs des Comptes est quant à elle indiquée à deux reprises dans le « Journal » de la Chambre angevine : Gilet Buynart reçoit 60 livres annuelles en 1399 pour cet office et Jean Lohéac reçoit 50 livres en 1413. Selon le mémorial, la rémunération des clercs était prise « aux gaiges

26. Lucas Le Fèvre, Gilet Buynart, Guillemain Gorelle et un autre huissier sont mis en place durant l'année 1399.

27. Pierre Briccoan et Jean Lohéac entre 1412-1413, Jean Dupont et Guillemain Gorelle entre 1422-1423.

28. Guillaume Leroy apparaît en tant que clerc des Comptes en mars 1405. Cette situation fait peut-être écho à la promotion d'un des clercs de la Chambre, Gilet Buynart, remplaçant son défunt parent ou celle de Jean Fromont, destitué ou résignant son office pour être élu à Angers sur le fait des aides (f° 62). Il est aussi possible d'envisager la désignation de Pierre Briccoan à l'office de clerc des Comptes car il se présente plus fréquemment aux séances de la Chambre ou du Conseil à partir de 1405, ce qui lui vaut d'être reconnu comme tel dans le « Journal » à partir de novembre 1408. Dans la même logique, ce registre voit apparaître Michel de La Croix en tant que maître des Comptes en décembre 1409, mais celui-ci avait également fréquenté assidûment les assemblées dès 1404.

29. *Journal de Jean Le Fèvre, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis I^{er} et Louis II d'Anjou*, MORANVILLE, Henri (éd.), Paris, 1887.

acoustumez ainsi que ont les autres clerks de la dicte chambre³⁰ ». Nous savons cependant que Gilet Buynart a obtenu 10 livres annuelles en plus de ses gages durant l'année 1405 pour avoir gardé le sceau des contrats d'Angers³¹.

Enfin, nous avons pu noter que l'huissier de la Chambre des comptes recevait 12 deniers de gages par jour, soit un peu plus de 30 livres annuelles en 1399. N'ayant pas d'autres mentions de la rémunération de cette fonction, nous pouvons penser que le système d'une indemnisation journalière a certainement été mis en place pour rétribuer ce type de personnel subalterne.

Le paiement de ces gages était effectué par le receveur d'Anjou et pris sur les recettes ordinaires. Lors de la nomination de Gilet Buynart au rang de clerk des Comptes, il est précisé que l'officier recevra ses gages en deux fois, aux termes de l'Ascension (mai) et de la Toussaint (1^{er} novembre)³². La date des versements varie selon les Chambres des comptes et ne correspond pas à un modèle ou à l'influence de l'institution royale. Les règlements sont effectués à six mois d'intervalle comme pour la Chambre des comptes de Lille qui verse, quant à elle, les gages de ses officiers à la Saint-Jean (24 juin) et à Noël (25 décembre).

Nous connaissons la répartition journalière du travail de la Chambre grâce à une ordonnance de René d'Anjou, datée de 1459³³. Celle-ci prévoit que les officiers de l'institution angevine siègent chaque jour non chômé de 8 heures à 10 heures, puis de 15 heures à 17 heures. Cette réglementation, tardive par rapport au premier « Journal » de l'institution, nous donne néanmoins les informations que ce dernier n'évoque presque pas. Deux informations ont d'autre part été données par les procès-verbaux des assemblées : une première entérine la pratique de leurs prédécesseurs en confirmant que « Pierre Bricolan, secrétaire et clerk des Comptes du roy etc. et de la dicte Dame mist en possession et saisine, environ ix heures, messires Charles, sire de la Tour, du chastel, chastellenie, terres et appartenances de la Roche-au-duc et lui en bailla les clefs³⁴ ». Un deuxième exemple, évoquant plus vaguement un moment de la journée, semble confirmer les horaires de la matinée. Dans la citation suivante, le « disner » est probablement rattaché au repas compris entre 10 heures et 11 heures du matin : « Et après disner celui jour, ledit tresorier et moy, Buynart, nous transportasmes audit lieu de Chanzé par devers ledit juge. Et là, nous trouva ledit chevalier qui vouloit encherir sur ledit marché, lequel n'en fut point receu pour les condicions que il y metoit³⁵. » Ainsi, selon le « Journal » de la Chambre, le temps de travail des officiers des Comptes est équivalent à celui des années 1460.

30. Arch. nat., P 1334⁴, f° 150.

31. Arch. nat., P 1334⁴, f° 68.

32. Arch. nat., P 1334⁴, f° 29 v°.

33. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, Charles Jean, *Coutumes et institutions...*, op. cit., t. 2, p. 14-16.

34. *Ibidem*, t. 4, p. 241-242.

35. Arch. nat., P f° 100.

L'interdiction faite aux officiers des Comptes de travailler les jours chômés, et donc le dimanche, n'était pas non plus respectée à la Chambre dans les années qui précèdent sa promulgation. Le travail dominical démontre la charge importante de travail à la Chambre. Une autre explication concernant l'apparition du dimanche dans leur emploi du temps résulte de la présence, supposée permanente, de certains officiers, et notamment ceux qui avaient la garde des archives. La journée du dimanche pourrait coïncider avec un temps de travail plus calme, réservé à la mise au propre du « Journal », d'après les notes que les clerks des Comptes auraient prises durant les auditions.

Si l'institution ducale fonctionne en continu tout au long de l'année, son activité connaît cependant des variations saisonnières. Le travail des gens des Comptes bat son plein principalement en hiver, depuis l'ouverture de l'année financière en novembre jusqu'au printemps. Ils profitent d'une accalmie pendant les fêtes de Pâques mais leurs activités reprennent de l'importance en été. L'influence des rythmes religieux et agraires est perceptible dans l'organisation et le fonctionnement de la Chambre des comptes d'Angers. En effet, le temps de la justice a tendance à comptabiliser moins d'audiences au printemps et à l'automne et il respecte la fête pascalle³⁶.

L'institution des Comptes, en tant qu'organe central du gouvernement ducal, se voit investie – et ce, plus encore en temps de crise – d'une fonction de représentation de l'autorité princière, qui s'accompagne de responsabilités administratives et judiciaires. Si l'augmentation ponctuelle de l'activité de la Chambre des comptes d'Angers trouve des éléments d'explication dans le contexte de l'époque, la marge de manœuvre acquise lors de ces périodes se retrouve-t-elle plus quotidiennement et plus régulièrement au sein de l'institution ?

Sur un total de 449 séances dont la date est connue entre 1401 et 1414, 12,2 % ont eu lieu alors que Louis II résidait à Angers³⁷. L'organisation du temps de travail des officiers semble donc largement indépendante de la figure princière, ce qui confirme la délégation d'autorité à l'institution. Cependant, nous avons pu noter que le pourcentage moyen obtenu pour l'ensemble de cette période masquait les disparités entre les différentes années prises en compte. En effet, il semblerait que l'année 1410 constitue un point de rupture politique et administrative pour la Chambre ; le rôle du prince au sein de ses réunions s'est considérablement accru dans les dernières années de son règne, soit parce que malade, il voyageait moins, soit parce qu'il souhaitait renforcer son autorité tout en préparant sa succession. Cette dernière hypothèse est renforcée pour les années 1413 et 1414 :

36. MATHIEU, Isabelle, *Les Justices seigneuriales en Anjou et dans le Maine à la fin du Moyen Âge*, Rennes, PUR, 2011, p. 99-100.

37. REYNAUD, Marcelle Renée, « Itinéraire de Louis d'Anjou-Provence pendant son règne personnel (octobre 1399-avril 1417) », *Provence Historique*, t. 54, fasc. 215, 2004, p. 73-110.

la présence de Louis II est respectivement attestée pour 40 % et 64,3 % de la totalité des séances annuelles de la Chambre.

Le rapprochement entre les ouvertures des juridictions ordinaires de l'Anjou et la prépondérance du lundi dans les assemblées de la Chambre nous conduit à penser qu'il existait bel et bien une influence du temps judiciaire sur l'institution ducale³⁸, mais nous avons pu voir que 24,8 % des réunions des gens des Comptes se déroulent lors des assises à Angers de 1397 à 1424. La répartition mensuelle du temps de travail des officiers de la Chambre soutient néanmoins l'hypothèse de relations plus étroites avec le temps de la justice. En effet, sur les 27 années couvertes par le « Journal », les assemblées du mois de septembre se sont tenues 15 fois (55,6 % des cas) durant les trois semaines de la juridiction ordinaire, et les séances du mois de décembre l'ont été 11 fois durant les assises d'Angers, au moment de la Saint-Nicolas (le 6 décembre).

L'organisation du temps de travail des Comptes angevins prouve que la Chambre possède une certaine marge de manœuvre dans la gestion de ses affaires. Cette autonomie se retrouve-t-elle dans son espace de travail ? La grande majorité des indications contenues dans le registre indique que les gens des Comptes sont réunis « au conseil en la Chambre des comptes à Angers³⁹ », mais un grand débat sévit encore parmi les historiens pour déterminer l'emplacement exact de la tenue des séances de la Chambre des comptes angevine et leur degré d'indépendance géographique et institutionnelle vis-à-vis du Conseil ducal. Les diverses mentions de lieux font cependant état de réunions exceptionnelles en dehors de leurs locaux respectifs. En effet, certains officiers du Conseil et des Comptes se sont réunis à quatre reprises en dehors d'Angers : une fois à Évétard, résidence de l'évêque d'Angers où le Conseil de la reine était rassemblé, une autre à Baugé pour traiter des droits de la prévôté, une à Chanzé pour le rachat d'une terre et enfin aux Ponts-de-Cé pour régler un contentieux entre deux individus⁴⁰. Les lieux de réunion à l'intérieur de la ville sont plus nombreux : les membres des deux institutions se retrouvent par trois fois aux halles d'Angers, une fois à la cour des contrats, quatre fois « en l'église Saint-Maurice d'Angers » dans l'enceinte de son cloître, mais aussi trois fois dans les hôtels particuliers des officiers du prince (receveur et trésorier notamment) et enfin onze fois au château d'Angers. L'analyse des différents lieux de réunion mentionnés dans le « Journal » de l'institution prouve que c'est tout l'entourage du pouvoir princier qui est représenté et l'on retrouve énumérés les principaux lieux et collaborateurs de son gouvernement et

38. En tant que juridiction ordinaire du pays d'Anjou sous l'autorité du juge ordinaire ou du sénéchal, les assises angevines possédaient trois ressorts : Angers, Baugé, Saumur ; elles devaient être tenues quatre fois par an et duraient trois semaines. Les termes associés à ces assises sont répartis sur quatre lundis dans l'année : le lundi après *Oculi mei* (le 3^e dimanche de carême) celui avant la Saint-Jean-Baptiste (le 24 juin), le lundi avant l'Angevine (le 8 septembre) et celui avant la Saint-Nicolas d'hiver (le 6 décembre).

39. Arch. nat., P 1334⁴, f° 29 v°.

40. Arch. nat., P 1334⁴, f° 27, 130 v°, 136 v°, 129.

de son administration. Les réunions se déroulent dans l'environnement proche du lieu de résidence du prince et du quartier canonial. L'itinérance des réunions de la Chambre est donc toute relative puisque les officiers restent à proximité des lieux de pouvoir, que ce soit dans la ville d'Angers, dans les résidences des ducs d'Anjou ou dans les villes qui accueillent des institutions chargées d'une partie de l'administration du pays.

Les historiens de l'Anjou qui se sont intéressés à la Chambre des comptes d'Angers ont avancé plusieurs hypothèses quant à la localisation des bureaux de l'institution. Le principal enjeu de leur débat est de déterminer si leurs assemblées se déroulaient à l'intérieur ou à l'extérieur du château. Le premier « Journal » de la Chambre des comptes d'Angers ne permet malheureusement pas de trancher la question. Nos observations s'orientent cependant vers la première théorie qui envisage les locaux de l'institution à l'intérieur du château. Les principaux indices concernent essentiellement les archives de la Chambre qui sont conservées à l'intérieur de la forteresse (dans les salles surplombant la porte des Champs⁴¹ ou dans la chambre du Trésor, située dans les tours tournées vers l'intérieur de la ville⁴²). D'autre part, aucune dépense de fonctionnement interne aux gens des Comptes n'est observable pour l'entretien de leur local, ce qui tend à supposer que les frais engagés pour les fournitures et pour la rétribution du petit personnel étaient intégrés à d'autres comptabilités, et que la Chambre ne disposait pas de la gestion de bureaux indépendants du château. Les arguments qui tendent à contrebalancer cette hypothèse se trouvent dans les indications des différents lieux de réunion des gens des Comptes. Si les auteurs de ces procès-verbaux précisent que leur séance a lieu au château d'Angers, c'est peut-être parce qu'ils n'y statuaient pas ordinairement. Les bureaux de la Chambre ne semblent donc pas encore fixés du temps du prince Louis II, contrairement au règne de René d'Anjou, durant lequel les Comptes angevins et le Conseil ducal possèdent un bâtiment indépendant construit devant le château, sur l'actuelle promenade du Bout-du-Monde. Les années 1397-1424 correspondraient ainsi à une période intermédiaire entre deux lieux de réunion, installés successivement à l'intérieur, puis à l'extérieur du château d'Angers.

Les carrières des officiers de la Chambre des comptes : nomination, parcours et sortie de charge

La nomination des officiers au sein d'une principauté territoriale est une prérogative réservée à son prince. Ce privilège fait partie de la délégation de pouvoir accordée par le roi à son administration locale. En Anjou, les ducs apanagés ont le pouvoir de nommer les officiers aux fonctions

41. Arch. nat., P 1334⁴, f° 107 : « mis dans un écrien dans le coffre près luy des chambres privées ».

42. LECOY DE LA MARCHE, Albert, *Le roi René...*, op. cit., t. 1, p. 457.

de sénéchal, de chancelier, mais aussi les membres de la Chambre des comptes et du Conseil⁴³.

Le premier « Journal » de la Chambre des comptes d'Angers totalise un nombre de sept notices traitant de l'entrée en charge de son personnel ; ces dernières mettent en évidence les modalités d'accession aux Comptes ainsi que la procédure observée pour leur nomination. L'autorité du prince en matière de nomination de ses officiers est clairement affirmée puisque six des sept entrées en charge ont été décidées par le pouvoir ducal⁴⁴. Parmi ces nominations, deux ont été réalisées par le duc d'Anjou Louis II et quatre par les duchesses Marie de Blois et Yolande d'Aragon, à parts égales. Les nombreuses absences du prince de ses territoires angevins expliquent le faible nombre de nominations effectuées de sa main, mais plus encore la délégation de pouvoir accordée à la régente sa mère, puis à sa femme qui fut dotée de la lieutenance générale des terres apanagées à partir de 1410. Les femmes de l'entourage du prince Louis II jouent donc un rôle actif au sein du gouvernement et de l'administration des terres angevines ; en ce sens elles semblent posséder un large droit de regard sur les nominations des officiers qui sont à leur service⁴⁵. Aucun indice ne semble donc prouver l'élection d'un officier de la Chambre par les membres de l'institution. Cependant, un certain nombre d'individus sont apparus dans ce registre aux fonctions de clercs et maîtres des Comptes sans que leur nomination soit attestée par un procès-verbal. Ces officiers sortis de l'ombre sont au nombre de quatre (Guillaume Leroy, Pierre Briccoan, Michel de La Croix et Jean Herbelin) et possèdent majoritairement le statut de clerc.

De par la nature de ses fonctions, l'officier de la Chambre des comptes d'Angers incarne une partie du pouvoir princier. Sa nomination entraîne généralement une décision du Conseil ducal afin que soient transmises les prérogatives financières et judiciaires déléguées par le souverain à son institution⁴⁶. Parmi les sept entrées en charge attestées dans le « Journal », quatre ont eu lieu lors d'une séance du Conseil. Sa décision intervient cependant après la réception d'une confirmation écrite par le prince. L'officier est ensuite convoqué afin qu'elle lui soit lue, vérifiée et qu'il prête serment de bien exercer son office. Le chancelier ou le président de la Chambre est généralement présent et reçoit la déclaration des gens des Comptes. Dans le déroulement de la procédure de la nomination, deux étapes paraissent relever de natures différentes : la réception du nouvel associé par les membres de l'institution semble nous indiquer un

43. BEAUTEPS-BEAUPRÉ, Charles Jean, *Coutumes et institutions...*, op. cit., t. 2, p. 27.

44. Lucas Le Fèvre et Gilet Buynart en 1399, l'ordonnance de 1400, Pierre Briccoan et Jean Dupont en 1412 et Guillemain Gorelle en 1413.

45. CHAIGNE-LEGOUY, Marion, « Femmes au "cœur d'homme" ou pouvoir au féminin ? Les duchesses de la seconde Maison d'Anjou (1360-1481) », *Perspectives médiévales*, n° 36, 2015.

46. SANTAMARIA, Jean-Baptiste, *La Chambre des comptes de Lille de 1386 à 1419. Essor, organisation et fonctionnement d'une institution princière*, Turnhout (Belgique), Brepols, 2012, p. 120.

esprit de corps constitué alors que le serment personnel au duc d'Anjou évoque davantage un élément traditionnel du serment médiéval. Insistant sur la loyauté et la fidélité du vassal au suzerain⁴⁷, il symbolise la continuité de l'héritage féodal dans l'administration et les mentalités des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Ces éléments constituent autant de facteurs révélateurs d'une période charnière entre deux époques où l'héritage médiéval se heurte aux pratiques modernes.

Si la fidélité au prince est un des éléments essentiels accompagnant la fonction d'officier des Comptes angevins, les compétences et le savoir-faire de chacun entrent également en considération dans la nomination du personnel de la Chambre. Le dévouement et la connaissance des rouages administratifs fondent en effet les qualités essentielles d'un officier à la fin du Moyen Âge⁴⁸. La formation intellectuelle du personnel de la Chambre des comptes est donc un bon indicateur du niveau d'aptitude de ses membres. Les prérogatives judiciaires de l'institution ducale dans la gestion domaniale du duché nécessitent notamment la présence de techniciens du droit. Sur les 21 officiers recensés pour la période 1397-1424, quatre sont passés par l'Université d'Angers⁴⁹. Les ecclésiastiques occupent une place prépondérante, quasi exclusive, parmi ces universitaires. Ce constat reflète d'une part la proportion de clercs gradués dans la ville mais aussi le primat des études juridiques dans la formation des étudiants, qui fournissent alors un vivier d'officiers potentiels pour la Chambre et les autres institutions ducal. Nous pouvons en effet noter que les gradués de l'institution sont tous des hommes de loi. L'attrait de la carrière civile parmi les étudiants situés au niveau hiérarchique le plus bas des ordres ecclésiastiques explique en partie le succès du droit civil, mais il ne faut pas oublier le recrutement « laïc » de l'Université⁵⁰; la bourgeoisie d'affaires fournissait également une partie des étudiants angevins, lesquels espéraient bien accéder un jour à des responsabilités en matière judiciaire. La carrière de Jean Fromont, le seul officier laïc et bourgeois ayant eu un parcours universitaire, atteste cette ambition des « classes moyennes » à accéder aux postes de l'administration ducal.

Les postes occupés par les universitaires au sein de la Chambre des comptes se situent majoritairement au sommet hiérarchique de l'institution⁵¹. Leurs détenteurs ont tous été reconduits dans leurs activités par

47. *Ibidem*, p. 122.

48. *Ibid.*, p. 139.

49. Jean Le Bégut (ecclésiastique) : conseiller et maître des Comptes – Bachelier en loi (1389) et licencié *in utroque jure*. Jean de Cherbée (ecclésiastique) : conseiller et maître des Comptes – Licencié en droit civil, docteur en droit civil et canon (1398), régent de l'Université (1398). Brient Prieur (ecclésiastique) : conseiller et maître des Comptes – Docteur en droit civil, *legum professore* (1385), régent de l'université d'Angers depuis 1368 et maître-école (1395). Jean Fromont : clerc des Comptes – Bachelier en loi (1389), maître en « arts » (1395).

50. DENÉCHÈRE, Yves, MATZ, Jean-Michel (dir.), *Histoire de l'Université d'Angers du Moyen Âge à nos jours*, Rennes, PUR, 2012, p. 32-75.

51. Jean Le Bégut, Jean de Cherbée et Brient Prieur sont au nombre des conseillers et maîtres de la Chambre.

l'ordonnance de Louis II en 1400 et pour la plupart ils officiaient déjà depuis un certain temps à la Chambre et/ou au Conseil ducal⁵². Cependant, la proportion des universitaires au sein de l'institution tend à baisser tout au long de la période du « Journal », avec la disparition progressive des individus concernés par une formation intellectuelle angevine. Le registre ne mentionne d'ailleurs jamais le grade universitaire de ces officiers et les documents conservés sur l'Université d'Angers à cette période ne permettent pas d'identifier d'autres étudiants.

Si les prérogatives de la Chambre des comptes dans la gestion domaniale des terres angevines nécessitent les compétences de techniciens du droit, il en va de même pour les techniciens des finances et les serviteurs du prince.

L'expérience administrative et la fidélité au souverain sont autant de voies qui peuvent conduire à une nomination aux offices des Comptes angevins. Nous avons pu déterminer quatre profils de carrières antérieures à l'accession à la Chambre des comptes d'Angers. Le milieu des finances est ainsi représenté par Guillaume Aignan, Jean Dupuy et Brient Prieur qui ont exercé quelque temps la charge de trésorier dans différentes institutions⁵³. Le milieu de la justice est lui aussi pourvu de représentants ; Guillaume Leroy a exercé en tant que sénéchal ou maître des eaux et forêts jusqu'en 1375. Pierre Bricolan a quant à lui reçu de Marie de Blois en 1385, l'office de sergent de « Montcompteur⁵⁴ ». Les candidats à la Chambre, issus du milieu judiciaire, ont majoritairement occupé des postes subalternes dans le domaine de la justice. Leur entrée à la Chambre des comptes n'a pas inversé cette tendance puisqu'ils sont tous désignés à un office modeste des Comptes. Une place importante est également accordée aux membres du Conseil ducal et en particulier aux secrétaires du roi ou de la reine de Sicile. Michel de La Croix, Étienne Buynart et Jean Dupont sont tous apparentés à cette juridiction voisine de la Chambre des comptes d'Angers. Les secrétaires font partie du personnel auxiliaire du gouvernement ducal ; ils sont répartis entre différents services et rédigent les actes émanant du prince⁵⁵. C'est donc bien leurs compétences rédactionnelles et leur proximité avec les gens des Comptes qui favorisent leur entrée au sein de la Chambre. La familiarité des deux milieux et leur connaissance des rouages administratifs font que les secrétaires parviennent peut-être plus facilement à des postes plus importants parmi les gens des Comptes. Michel de

52. Jean Le Bégut est présent au Conseil en 1382, Jean de Cherbée en 1384 et Brient Prieur l'année suivante d'après le *Journal de Jean Le Fèvre*.

53. Guillaume Aignan est trésorier général d'Anjou et du Maine dans les années 1390 puis c'est au tour de Jean Dupuy d'y être attaché vers 1398-1415. Ce dernier est nommé maître-rational en Provence en 1419 et finalement président de la Chambre des comptes d'Angers en 1421. Brient Prieur est quant à lui chanoine et trésorier à Nantes jusqu'en 1386.

54. *Journal de Jean Le Fèvre*, évêque de Chartres, chancelier des rois de Sicile Louis..., *op. cit.*

55. REYNAUD, Marcelle Renée, *Le temps des princes...*, *op. cit.*, p. 147-156.

La Croix, Étienne Buynart et Jean Dupont sont en effet promus comme conseillers et maîtres des Comptes dès leur entrée à la Chambre. Nous avons enfin voulu ajouter un dernier profil à la formation et au recrutement du personnel des Comptes angevins : il met en avant la carrière de certains officiers à l'intérieur même de l'institution et leur promotion aux offices supérieurs. La compétence et la loyauté des membres de la Chambre sont en effet parfois récompensées et reconnues par leurs pairs. L'expérience professionnelle qu'acquière certains officiers de la Chambre au sein même de l'institution et les promotions qui y sont parfois associées nous invitent à considérer une formation continue des gens de Comptes tout au long de leur carrière. Le modèle parisien associe des groupes constitués d'un maître et d'un clerc des Comptes, qui se répartissent le travail quotidien de la Chambre⁵⁶. C'est ce travail de groupe et les échanges entre ces deux officiers qui constituent un environnement favorable à l'apprentissage pour les individus situés aux fonctions les plus modestes ; ces derniers peuvent par la suite prétendre à remplacer leur maître. Ainsi, dans le premier « Journal » des Comptes angevins, « Jean Lohéac s'en ala avec le juge son maistre à Paris » lors de sa nomination en 1413 et dans le Journal de Jean Le Fèvre, le chancelier nous indique que Gilet Buynart travaillait en compagnie de Jean Le Bégut⁵⁷.

Un relatif équilibre se met en place entre les différentes origines professionnelles des officiers et la diversité de leur formation. L'analyse des carrières des officiers des Comptes angevins permet ainsi de dresser le portrait d'une institution ouverte sur le reste de l'administration ducal. Si aucun réseau professionnel majeur ne ressort de notre analyse, qu'en est-il du rôle des alliances familiales ? Seulement deux liens de parenté sont évoqués dans le « Journal » : entre Guillaume Aignen et Guillaume Leroy d'une part⁵⁸ et entre Étienne et Gilet Buynart d'autre part (l'homonymie entre les deux personnages et la proximité de leur carrière nous laissent penser qu'il existait bel et bien une filiation entre eux).

Au service de l'administration centrale depuis plus de 30 ans, Guillaume Aignen obtient de rester dans les plus hautes instances du duché suite à l'ordonnance promulguée par Louis II en 1400 ; le poste qu'il occupe aux Comptes angevins marque donc la fin de sa carrière. Le doute est permis concernant l'influence du maître des Comptes car ce dernier meurt en 1401 alors que son parent devient officier de la Chambre en 1405 ; ils ne mènent pas leurs expériences professionnelles en même temps. L'influence du lien de parenté entre Étienne et Gilet Buynart est davantage perceptible car les deux individus mènent leurs carrières respectives de front. Étienne

56. LALOU, Élisabeth, « La Chambre des comptes de Paris : mise en place et fonctionnement », dans *La France des principautés...*, *op. cit.*, p. 14.

57. Arch. nat., P 1334⁴, f° 122 v° ; BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, Charles Jean, *Coutumes et institutions...*, *op. cit.*, t. 3, p. 158.

58. Arch. nat., P 1334⁴, f° 35 v° : « Guillaume Aignen que le feist faire par maistre Guillaume Leroy son parent. »

Buynart semble précéder de peu son parent car on le retrouve à la Chambre entre 1377 et 1404, tandis que Gilet est attesté comme huissier de l'institution pour la première fois en 1385 (il meurt en 1424). Leurs parcours sont quasiment identiques et évoluent au sein des Comptes grâce à la promotion interne. La présence d'Étienne avant l'arrivée de Gilet et la supériorité hiérarchique de ses postes ont-elles favorisé la nomination de son cadet ? Difficile à dire. Sa désignation comme clerc des Comptes en 1399 est très clairement due au long service en office d'huissier de la Chambre et aux compétences acquises dans cette fonction⁵⁹. En revanche, sa nomination au poste de maître des Comptes est plus ambiguë car la disparition de son aîné crée une nouvelle opportunité pour l'officier en question.

Les alliances s'effectuent donc en dehors de la Chambre, ce qui pose la question de l'attractivité des offices des Comptes angevins. La majorité des officiers est composée d'hommes du duc ou de la duchesse d'Anjou, récompensés pour leur mérite et leur proximité avec le pouvoir ; tous ont fait leurs preuves au service de l'administration ducal et/ou au service des souverains. Ceci nous indique que le jeu des alliances familiales et professionnelles n'a pas lieu d'être dans le gouvernement angevin entre 1397 et 1424. Les marges de manœuvre semblent être largement réduites face au pouvoir de décision des princes. Les officiers de la Chambre des comptes d'Angers sont avant tout les serviteurs de leur administration.

La hiérarchie du personnel de la Chambre joue cependant un rôle dans le temps de service de ses officiers. Elle permet notamment de distinguer deux groupes distincts : les huissiers et les clercs, qui se sont succédé aux Comptes angevins, ont collaboré avec l'institution pendant près de neuf ans alors que les maîtres des Comptes travaillent en moyenne durant près de douze ans. Plus les officiers sont nommés à un poste important à la Chambre (ou réussissent à gravir les échelons), plus ils restent longtemps en place. Les fonctions les plus importantes de l'institution sont donc plus immuables que les charges inférieures et garantissent une plus longue durée de service. Le tableau récapitulatif qui suit indique également que les fonctions subalternes correspondent à un tremplin vers d'autres offices ou vers la promotion interne conduisant à celui de maître des Comptes. Il est cependant difficile de parler de cursus standard car 76,2 % du personnel angevin ne comptabilisent qu'un office à la Chambre durant leur carrière. Pour la grande majorité d'entre eux, il ne s'agit donc pas de gravir un à un les échelons de l'institution mais bien d'être nommé directement au plus haut niveau, celui de maître des Comptes.

59. Arch. nat., P 1334⁴, f° 29 v° : « Que maistre Gilles Buynart, secretaire d'icelle Dame, qui lonctemps avoie servi notre dicte Dame en office de huissier de la dicte chambre à petitz gaiges, bien et loyaument en argumentacion de son estat. »

Tableau 1 – *Durée des carrières des officiers de la Chambre des comptes d'Angers (avant 1397-1424)*

Nom de l'officier	Poste(s) occupé(s)	Années d'exercice (entre 1397 et 1424)	Durée(s) de la (des) fonction(s) (en années)
Hardouin de Bueil	Président et maître des comptes	1382-1424	42
Jean Dupuy	Président (?), maître des comptes	1419-1423	4
Thibaut Ruffier	Maître des comptes	1400-1412	12
Guy de Baïf	Maître des comptes	1412-1422	10
Jean Le Bégut	Maître des comptes	1400-1407	7
Jean de Cherbée	Clerc des comptes	?	
	Maître des comptes	1400-1412	12
Guillaume Aignen	Maître des comptes	1400-1401	2
Denis Dubreuil	Maître des comptes	1382-1401	19
Étienne Buynart	Clerc des comptes	1377- 1400 (?)	23
	Maître des comptes	1400-1404	4
Lucas Le Fèvre	Maître des comptes	1400-1407	7
Brient Prieur	Maître des comptes	1400-1412	12
Gilet Buynart	Huissier	1385-1399	14
	Clerc des comptes	1399-1404 (?)	5
	Maître des comptes	1404 (?) - 1424	20
Michel de La Croix	Maître des comptes	1404-1410	6
Jean Dupont	Maître des comptes	1422-1424	2
Pierre Briccoan	Clerc des comptes	1405-1412	7
	Maître des comptes	1412-1424	12
Jean Fromont	Clerc des comptes	1400-1405 (?)	5
Jean Herbelin	Clerc des comptes	1410-1424	14
Guillaume Leroy	Clerc des comptes	1405-1408	3
Jean Lohéac	Clerc des comptes	1413-1424	11
Guillemin Gorelle	Huissier	1399-1400	1
	Clerc des comptes	1423-1424	2
Jean du Vivier	Huissier	1400-1412	12

L'âge de l'entrée en charge du personnel est aussi un moyen d'appréhender, dans une certaine mesure, le parcours de ces officiers. Le modèle parisien laisse entrevoir que l'âge de 25 ans semblait pré-requis à l'office de clerc des Comptes et que la pratique n'en prévoyait pas moins pour celui d'huissier. Les maîtres des Comptes étaient le plus souvent nommés à un âge avancé : la plupart avait entre 40 et 60 ans lors de leur désignation. Si

la similarité est notable avec la Chambre des comptes de Lille entre 1386 et 1419⁶⁰, rien n'est moins sûr pour la Chambre des comptes d'Angers entre 1397 et 1424. La seule date de naissance que nous possédons est celle d'Hardouin de Bueil. Né vers 1353-1354 et nommé président de la Chambre en 1382, il avait donc seulement 29 ans lors de son entrée en charge, mais la précocité de sa carrière ecclésiastique et laïque est avérée dans l'ensemble de sa biographie. L'un des plus anciens membres des Comptes angevins dont nous avons retrouvé la trace est Jean de Cherbée, doyen d'Angers. Apparu dans les sources angevines vers 1363, il est nommé conseiller et maître des Comptes par l'ordonnance de 1400, à plus de 37 ans (mais était-ce pour la première fois ?); Jean Le Bégut est également mentionné en tant qu'étudiant en 1356 et nommé à la même date, il aurait donc eu plus de 44 ans.

Le profil établi par nos observations indique que l'accès aux plus hautes fonctions des Comptes angevins était perçu comme l'aboutissement d'une carrière. Paradoxalement, 81 % des officiers de la Chambre entre 1397 et 1424 se tournent vers une ou plusieurs missions cumulatives. Les historiens des Chambres des comptes princières qui se sont penchés sur la question du cumul des charges chez les gens des finances avancent plusieurs hypothèses. L'une des principales raisons mises en avant est la modicité des revenus perçus par le personnel de l'institution. Que ce soit pour recueillir des suppléments de gages ou pour d'autres occasions de profits, le cumul des fonctions paraît être un moyen pour augmenter la rémunération des gens de finances⁶¹.

Si le rôle des alliances professionnelles et familiales n'a pu être prouvé dans l'entrée en charge des officiers des Comptes, le cumul des postes est assurément créateur de réseaux, d'autant plus que les multiples prérogatives de l'institution favorisent le dialogue entre les administrations locales et centrales du duché. Si les gens de finances trouvent leur compte dans cette pratique, le pouvoir a également tout intérêt à mobiliser un personnel fidèle et qualifié comme celui de la Chambre des comptes. Le cumul des postes apparaît donc comme un échange de service entre ces deux acteurs du gouvernement ducal et explique en partie son succès chez les gens des Comptes. D'après l'examen du premier « Journal » de la Chambre d'Angers, il apparaît que cette dialectique entre le souverain et ses officiers est organisée, voire officialisée. En effet, l'appellation des officiers angevins est révélatrice de cette dynamique : une grande majorité des maîtres des Comptes sont également nommés « conseillers » et nous retrouvons ce titre dans l'ordonnance de Louis II en 1400, ainsi que dans les nominations de son personnel⁶². L'étroitesse des liens et des échanges entre la Chambre

60. SANTAMARIA, Jean-Baptiste, *La Chambre des comptes de Lille...*, op. cit., p. 139.

61. Notamment : SANTAMARIA, Jean-Baptiste, *La Chambre des comptes de Lille...*, op. cit., p. 153-160 et KERHERVÉ, Jean, *L'État Breton...*, op. cit., p. 835-837.

62. Arch. nat., P 1334⁴, f° 148 : « fut prins par vertu des lettres patentes de la royne de Sicile le serement en ce deu et appartenant de Jehan Dupont de l'office de conseiller et maistre de la Chambre des comptes audit Angers ».

et le Conseil est manifeste et confère aux officiers des Comptes une double étiquette. Il n'est cependant jamais fait mention de gages supplémentaires pour cette charge, ce qui nous conduit à penser que la reconnaissance était avant tout honorifique et récompensait leur proximité avec le prince. Le cumul des postes touche plus de 80 % du personnel des Comptes angevins, mais vers quelles fonctions se tournent-ils ?

Le personnel des Comptes possédant un poste dans l'administration judiciaire était avant tout placé à des fonctions inférieures, tournées vers l'instruction ou l'exécution des affaires. Un certain nombre de ces officiers se retrouve notamment à assurer les fonctions de procureurs des parties⁶³ dans plusieurs affaires. Il s'agit d'une charge de justice qui leur permet de représenter les intérêts d'un particulier. Les rédacteurs des coutumes de l'Anjou et du Maine définissent les fonctions de procureur de la manière suivante : il est « celui qui a autrui negoce, ou administre par le mandement du seigneur desdiz negoces⁶⁴ ». Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce propos que les officiers cumulant un poste de procureur se retrouvent bien souvent face au procureur du duc d'Anjou, avec qui ils travaillent en séance.

Un peu plus du tiers du personnel de la Chambre possède également le titre de secrétaire du duc ou de la duchesse d'Anjou. C'est la fonction la plus importante cumulée par le personnel des Comptes angevins et mentionnée dans le « Journal ». Le secrétariat du Conseil et/ou de la Chambre des comptes est cependant un milieu mal défini et donc largement méconnu. Le règne de Louis II en comptabilise environ quarante-cinq. Ce sont des offices situés à un échelon inférieur de l'administration ducal et ils sont dotés de gages moindres. Les secrétaires font en général des carrières modestes, même si certaines personnalités arrivent à s'élever, comme Michel de La Croix qui finit par rejoindre la Chambre en tant que maître-auditeur.

L'étude des sorties de charge des officiers de la Chambre des comptes d'Angers permet enfin de définir les modalités de résignation d'un office au sein de l'institution et notamment de savoir si les fonctions pour lesquelles ils étaient nommés étaient viagères ou non. Leur disparition est néanmoins rarement mentionnée dans le premier « Journal » de la Chambre (seule le décès de Gilet Buynart en avril 1424 est évoquée⁶⁵). Le seul exemple potentiel de résignation ou de destitution est celui de Jean Fromont. Nommé clerc des Comptes par l'ordonnance de Louis II en 1400, il se joint aux réunions de la Chambre et du Conseil jusqu'en 1405, date à laquelle nous le retrouvons comme élu sur le fait des aides à Angers. Il est cependant impossible de déterminer les circonstances de son départ. Enfin, environ la moitié des officiers de la Chambre des comptes d'Angers que nous avons rencontrés

63. Comme Pierre Bricolan, Jean Herbelin, Guillaume Leroy et Guillemain Gorelle.

64. MATHIEU, Isabelle, *Les justices seigneuriales...*, op. cit., p. 356-363.

65. Arch. nat., P 1334⁴, f° 150 « et ce jour [26 avril 1424] fut fait le service de l'enterement de feu maistre Giles Buynart en la dicte eglise [Saint-Maurice d'Angers] ».

entre 1397 et 1424 continuent à exercer des fonctions après cette dernière date. Les limites chronologiques du « Journal » ne coïncidant pas avec l'ensemble des parcours évoqués, il est difficile de pouvoir évoquer les sorties de charge du personnel de la Chambre, d'autant plus que les longues carrières sont légion aux Comptes angevins. Cependant, nous notons que la succession des règnes de Louis I^{er} et Louis II ne suit pas l'enchaînement des générations de représentants à la Chambre. Le personnel de l'institution est donc maintenu en place par les princes lors de leur avènement et/ou prise de pouvoir personnel. La confiance du pouvoir envers ses officiers paraît donc acquise et s'exprime par les confirmations de leurs postes, lors de la promulgation de l'ordonnance de 1400 par exemple.

Les officiers de la Chambre des comptes : un esprit de « corps » ?

Afin de déterminer la cohérence des comportements économiques et sociaux des officiers des Comptes angevins, la troisième partie de cet article analyse les origines géographiques et sociales des représentants de cette institution, mais également leur conscience professionnelle, leur situation matrimoniale et patrimoniale. Ces éléments constituent autant de signes révélateurs qui déterminent la place des gens des finances dans la société angevine à la fin du Moyen Âge.

Un certain équilibre semble se dégager entre les origines géographiques des officiers issus de l'apanage angevin et celles du reste des membres de la Chambre. Les hommes du duché obtiennent une légère avance avec quatre représentants sur sept. Ils proviennent majoritairement du diocèse d'Angers mais également des territoires situés plus au nord de l'apanage, dans le comté du Maine ou bien en Touraine et en Bretagne. Ce sont bien les possessions angevines et les provinces limitrophes qui constituent le bassin de recrutement des gens des Comptes entre 1397 et 1424. Plus encore, l'importance d'une mobilisation locale reflète un choix de gouvernement fondamental : l'intégration des élites du duché dans le traitement des affaires financières et judiciaires de leur province. Ce recrutement régional est perçu à la fois comme une nécessité pour le pouvoir et un droit pour les officiers qui rentrent à son service⁶⁶.

Déterminer le statut social des officiers des Comptes, leur appartenance au clergé et à la noblesse ainsi que l'influence de ces deux ordres auprès du pouvoir angevin permet de caractériser l'unité de ce corps administratif. La dignité ecclésiastique du personnel des Comptes angevins est plus régulièrement mise en avant dans le « Journal » de l'institution. Outre l'évêque et le doyen d'Angers, l'abbé de Saint-Aubin fait partie de la Chambre des comptes⁶⁷, de même que le maître-école du chapitre cathédral, Bient Prieur. La grande majorité des ecclésiastiques présents à la Chambre des

66. SANTAMARIA, Jean-Baptiste, *La Chambre des comptes de Lille...*, op. cit., p. 140.

67. Thibaut Ruffier fut détenteur de cette charge de 1385 à 1412, avant Guy de Baif (1417-1442). La mort de cet officier n'a pourtant pas affecté la manière dont son successeur fut

comptes d'Angers appartient au clergé séculier et est issue – ou continue à dépendre – du chapitre cathédral de la capitale angevine (ou d'une autre ville de l'apanage). Ces derniers comptent parmi les personnalités les plus importantes du diocèse et de l'Anjou en général. Les plus hauts représentants de l'Église au sein des territoires angevins sont donc intégrés au gouvernement par l'intermédiaire de la Chambre des comptes. Leur dignité fait d'ailleurs écho à la fonction qui leur est attribuée au sein de la Chambre car tous les clercs évoqués évoluent au poste de maître-conseiller; ils occupent donc les charges les plus importantes des Comptes et certains même la présidence, comme Hardouin de Bueil.

Contrairement aux bénéfices ecclésiastiques, la noblesse n'est pas un statut visible à travers le « Journal » de la Chambre. Cependant, les notices biographiques parviennent en partie à combler cette lacune. La noblesse de quatre officiers de la Chambre a ainsi pu être démontrée⁶⁸ tandis que trois profils semblent l'évoquer, sans que l'on puisse toutefois confirmer l'appartenance des individus concernés à ces lignées⁶⁹. Au total, un tiers du personnel des Comptes angevins appartiendrait donc à la noblesse, pourcentage conforme aux résultats trouvés pour les Chambres des comptes de Paris et de Provence à la même période⁷⁰. Tout comme les membres du clergé, le groupe nobiliaire accapare les plus hautes fonctions de la Chambre et les postes de maître des Comptes. Seul Jean Lohéac est présent en tant que clerc des Comptes. Les deux groupes fournissent ainsi près des trois quarts du personnel de l'institution. La mainmise de l'aristocratie angevine sur les rouages administratifs du duché est sans appel et laisse peu de marge de manœuvre au sein de la bourgeoisie. Seulement deux officiers pourraient être des notables⁷¹ alors que ce milieu est largement privilégié à la Chambre des comptes de Lille durant la même époque, dans une région certes plus densément urbanisée.

Avant tout reconnus pour leur action au service du prince, les officiers de la Chambre des comptes d'Angers ont tout intérêt à entretenir la confiance que le duc leur accorde en vertu de leurs capacités et des fonctions qu'ils représentent au sein de son administration. La présence ou l'absence du personnel aux séances de la Chambre et/ou du Conseil peut être notamment révélatrice de l'engagement professionnel des membres des Comptes angevins. Ces derniers doivent faire face à une vague de mécontentement, portée par les sujets du duc d'Anjou, qui secoue l'administration financière de l'Anjou à l'orée du xv^e siècle. Ainsi, le 11 décembre 1398, un certain nombre de nobles se présentent à la Chambre des comptes

désigné, ce qui nous incite à croire que l'abbé de Saint-Aubin était, de par sa fonction, admis de droit à la Chambre.

68. Guy de Baïf, Hardouin de Bueil, Jean de Cherbée et Jean Lohéac.

69. Denis de Breuil, Lucas Le Fèvre, Jean Le Bégut.

70. SANTAMARIA, Jean-Baptiste, *La Chambre des comptes de Lille...*, op. cit., p. 147; COULET, Noël, « Le personnel de la Chambre des comptes de Provence », dans : *La France des principautés...*, op. cit., p. 145.

71. Denis du Breuil et Jean Dupont.

afin de « dire et exposer que ilz s'estoient assembler pour avoir advis et deliberacion avecques mesdiz seigneurs du conseil par quelle voie et en quelle manière l'en pourroit obvier aux grans maux et inconveniens qui de jour en jour aviennent sur le menu pueple par les fermiers, sergenz et commissaires ordenez sur le fait des aydes du roy nostre sire⁷² ». Ils furent éconduits en raison de l'absence du personnel des Comptes et du Conseil. Le manque de participation des officiers de la Chambre aux séances des Comptes et du Conseil semble être un problème récurrent du gouvernement ducal de l'époque. Le 1^{er} février 1398, une séance fut notamment prorogée en raison de « l'absence des aucunes genz du conseil estans hors moy present, Buynart [signé]⁷³ ». Le nombre insuffisant de conseillers perturbait donc grandement le fonctionnement interne de l'institution, retardant la clôture des dossiers et le jugement des affaires. Il fallut attendre le retour de Louis II en Anjou et la publication de l'ordonnance de 1400 pour qu'une réforme de l'administration soit entreprise. En ce qui concerne la Chambre des comptes, le duc remédia à la situation en instituant « que quatre ou troys de nozdiz conseilliers puissent procéder et avant aller oudit fait, nonobstant l'absence des autres⁷⁴ ».

En réalité, seulement sept officiers de la Chambre des comptes d'Angers sont régulièrement présents aux délibérations de l'institution, avec une participation estimée entre 8 % et 31 %. Le reste du personnel – soit une large majorité – se situe à des pourcentages moindres, avec un taux de présence estimé entre 0,6 % et 6,4 %. Devant ce constat accablant, nous nous sommes interrogée sur la portée de ces chiffres et ce qu'ils révèlent. Tout d'abord, la durée des carrières n'influence pas nos résultats car les officiers étant restés en poste moins longtemps totalisent un meilleur pourcentage. Ainsi Étienne Buynart, dont nous suivons la trace de 1397 à 1404, assure 10 % de participation contre 4,6 % pour Jean Lohéac entre 1414 et 1424. Cependant, il est vrai que certains membres de l'institution, ayant cumulé plusieurs offices et une longue carrière, sont logiquement mis en avant. Les plus hauts pourcentages obtenus sont ceux de Gilet Buynart (31 %) et Pierre Briccoan (25 %).

Le poste occupé au sein de l'institution peut quant à lui constituer un élément de réponse. Une grande partie des officiers qui se situent dans le groupe majoritairement présent occupe la fonction de maître des Comptes. Ce résultat est d'autant plus logique que le fonctionnement de l'institution attribue à ces officiers le soin de tenir les auditions des officiers locaux et le jugement des contentieux. L'invisibilité des clercs des Comptes est donc à relativiser puisque leur présence lors des séances de la Chambre n'était pas forcément nécessaire à leur bon déroulement (excepté pour en dresser les comptes rendus). Entre 1397 et 1424, la Chambre compte en moyenne sept officiers, ce qui suppose que la moitié de son personnel avait la possibilité

72. Arch. nat., P 1334⁴, f° 24.

73. Arch. nat., P 1334⁴, f° 20.

74. LECOY DE LA MARCHE, Albert, *Le roi René...*, op. cit., t. 2, p. 209-211.

de ne pas assister aux auditions. Cette hypothèse admet qu'un roulement perpétuel des individus permettait à une partie de la Chambre de vaquer à d'autres occupations tandis que l'autre assumait son devoir en tenant les séances. Il n'est pas non plus impossible que certains des officiers se soient spécialisés dans le règlement de certaines affaires, même s'il est difficile de le prouver formellement par le « Journal » de l'institution.

Après la mort de Guillaume Aignan, qui survint le 2 décembre 1401, la Chambre des comptes examina sa comptabilité le 4 novembre 1405. Jean Dupuy, trésorier général du roi de Sicile qui succéda à Guillaume Aignan, fut en charge de l'affaire; il dressa la liste des dettes de l'officier et chargea sa veuve et son prétendu neveu, Guillaume Leroy, alors clerc des Comptes, de rembourser l'intégralité du passif. Ce dernier est en effet assez élevé : 998 livres 15 sous 6 deniers tournois. À lui seul, le montant du recel aurait pu financer la rémunération annuelle de tous les maîtres des Comptes. La situation de Guillaume Aignan révèle toute l'ambiguïté du système administratif angevin. Si la fidélité de l'officier n'est pas remise en cause, il est clair que ce dernier n'a pas rempli tous les devoirs inhérents à sa charge et a porté atteinte aux finances du duché.

Le remboursement du préjudice incombe par la suite à sa femme et à Guillaume Leroy. S'ensuit alors une dizaine d'auditions qui dureront jusqu'en 1412. Guillaume Leroy est d'ailleurs cité à cette occasion en tant que procureur (ou avocat) des parties de Marion Aignan et confesse à la Chambre le 13 juillet 1411 avoir gardé certaines lettres des receveurs et grenetiers impliqués dans les affaires de Guillaume Aignan, mais que ce « ne fut son intencion⁷⁵ ». Encore une fois, l'implication de Guillaume Leroy dans cette affaire génère un conflit d'intérêt pour l'officier, mais aussi pour l'institution qu'il incarne. Il est en effet chargé de répondre devant la Chambre des dettes de son parent – il est donc jugé par elle – tout en étant membre à part entière de cette institution. De plus, il s'engage dans une bataille juridique aux côtés de la veuve Aignan contre le procureur du roi de Sicile, celui-là même qu'il côtoie lors des séances des Comptes et/ou du Conseil et auquel il dissimule des preuves. Son poste de clerc des Comptes paraît être largement compromis par ses intérêts personnels et son attitude face à l'administration angevine. Quoi qu'il en soit, la Chambre des comptes et plus largement le gouvernement ducal retinrent une leçon de ce conflit : désormais, lorsqu'un officier de l'administration centrale sort de charge, tous ses papiers sont directement saisis⁷⁶.

Cette affaire permet d'entrevoir les limites de l'engagement professionnel du personnel de la Chambre des comptes. Dans ce cas précis, Guillaume Leroy représente avant tout sa famille et non son institution. La conscience professionnelle de l'officier s'arrête là où ses intérêts person-

75. Arch. nat., P 1334⁴, f° 109 v°.

76. Arch. nat., P 1334⁴, f° 125 v° : « Le vendredi premier jour de fevrier l'an dessus dit M CCCC XIII, sur ce que les executeurs et heritiers de feu Pierres Soybaut [procureur] disoit que tous les biens dudit feu avoient esté prins et mis en la main du roy de Sicile. »

nels commencent. Cependant, nous pouvons noter que certains agents de la Chambre soutiennent son combat judiciaire contre le procureur du roi de Sicile en se portant à leur tour procureurs (ou avocats) des parties : Jean Herbelin, Pierre Bricolan et Guillemain Gorette accompagnent les héritiers de Guillaume Aignan tout au long de l'affaire. Leur présence reflète-t-elle des liens d'amitié ou s'agit-il ici de minimiser le fardeau porté par la veuve, comme ce fut le cas pour d'autres procès ?

Les études menées pour d'autres Chambres des comptes à la fin du Moyen Âge ont prouvé que les alliances matrimoniales contribuaient à renforcer les liens tissés entre les membres de l'institution⁷⁷. Les quelques rares exemples de parentés ou d'alliance trouvés dans le « Journal » y font parfois écho. Le mariage joue un rôle primordial dans la vie professionnelle et sociale des officiers de la Chambre ; il permet en outre de s'assurer des relations utiles pour la promotion d'une carrière mais aussi d'une famille.

Ainsi, nous avons pu observer que Guillaume Aignan était marié à Marion (ou Marie), fille de feu Marc de Saint-Père, jadis maître des garnisons du duc d'Anjou à Saumur⁷⁸. D'autre part, Jean Lohéac fut marié à Jeanne Cimier, tailleur en la Monnaie d'Angers. Il s'agit donc d'appréhender les intérêts liés à ces unions pour le parcours des officiers de la Chambre des comptes d'Angers. Leur mariage peut être d'abord perçu comme un moyen de s'intégrer à la société angevine. En effet, Guillaume Aignan est originaire du Maine tandis que Jean Lohéac est issu d'un lignage noble de Bretagne ; ils sont donc étrangers à la ville d'Angers et à sa sociabilité tandis que leurs épouses sont fixées dans la capitale historique du duché ou dans une ville proche, Saumur.

Les milieux qu'ils intègrent ne font donc pas partie de la Chambre des comptes. Les alliances se jouent en dehors de l'institution pour la plupart, ce qui confirme à la fois le faible rôle des liens de parenté dans l'accès à l'institution et l'utilité d'un mariage en interne pour les carrières des officiers. La désignation à la Chambre des comptes n'intervient pas majoritairement à un âge précoce et signifie souvent la fin d'un *cursus honorum*. Nous pouvons donc supposer que les alliances matrimoniales se font bien avant la nomination des officiers des Comptes et ne sont pas nouées dans la perspective d'intégrer l'institution.

D'autre part, si le mariage de Jean Dupont avec Jeanne Frèche vers 1388 concerne bien cet officier à la Chambre, nous pourrions une fois de plus observer que les unions des gens des Comptes se font selon des liens horizontaux, c'est-à-dire avec des familles de même origine sociale, puisque Jean, seigneur d'Aubevoie aurait épousé Jeanne, sœur du seigneur de la Frécherie.

77. THIBAUT, Jean, « Le personnel de la Chambre des comptes de Blois », dans *La France des principautés...*, *op. cit.*, p. 161.

78. Arch. nat., P 1334⁴, f° 65 v°.

Si l'attachement familial se distingue dans la promotion et l'intégration des officiers des Comptes à la société, qu'en est-il de leur situation patrimoniale? Dans son étude consacrée à l'État breton à la fin du Moyen Âge, Jean Kerhervé montre à quel point l'accès à la propriété et à la terre en général était important pour les gens de finances⁷⁹. L'acquisition de biens immobiliers représente un moyen de soutenir leur réussite sociale, mais est plus encore une source de revenus. Le constat est aussi vrai pour les officiers des Comptes angevins, pour lesquels voici une liste des différentes possessions (tableau 1).

Tableau 2 – Le patrimoine foncier des officiers de la Chambre des comptes d'Angers

Nom de l'officier	Poste(s) occupé(s) à la Chambre	Situation patrimoniale
Hardouin de Bueil	Président, maître des Comptes	En 1398 il achète pour 10 000 livres la seigneurie de Château-la-Vallière
Jean de Cherbée	Maître des Comptes	Seigneur d'Ardenne depuis 1384
Michel de La Croix	Maître des Comptes	Propriétaire de forêts à Mayenne-la-Juhée
Denis du Breuil	Maître des Comptes	Famille établie près de Baugé. Fait un hommage pour une terre et un hébergement dans la prévôté-châtellenie d'Angers
Pierre Bricoan	Clerc puis maître des Comptes	Possède un jardin (donc une maison?) dans la ville d'Angers
Jean Lohéac	Clerc des Comptes	Seigneur du Plessis Anger et de Plusquellec en Bretagne
Jean du Vivier	Huissier	Son nom viendrait de la terre du Vivier en Sarthe et il possède un moulin.

Hormis Hardouin de Bueil, qui tenait la mense épiscopale – et donc l'un des domaines les plus importants de l'Anjou –, la plupart des gens de finances sont de petits propriétaires terriens. Ils détiennent pour la plupart des terres, des forêts ou des bâtiments communs qui leur garantissent des revenus supplémentaires. Les acquéreurs de résidences sont plus rares, ce qui suppose que les officiers n'achètent pas ces terres pour y vivre mais bien pour en percevoir les revenus. Si la majorité des propriétaires appartient aux élites traditionnelles de la société angevine, une partie plus modeste de ses membres réussit malgré tout à se constituer un patrimoine foncier. L'accès à la propriété n'est donc pas l'affaire d'un seul ordre social et ce but est partagé par tous les membres de l'institution. Les officiers des Comptes angevins mettent donc en place certaines normes sociales

79. KERHERVÉ, Jean, *L'État breton...*, *op. cit.*, p. 861-905.

que les membres de l'institution reproduisent entre eux. La modicité de leurs revenus constitue certainement un obstacle dans la constitution de leur patrimoine foncier mais les possessions énumérées illustrent un réel effort d'investissement de leur part. Ce comportement révèle à la fois une volonté de s'approprier un mode de vie « noble » et une demande forte de reconnaissance. Ils affichent donc une volonté marquée d'ascension sociale, qui passe par l'adoption de normes sociales et foncières communes. Cependant, la plupart des acquéreurs sont bien des membres haut placés à la Chambre des comptes et aussi les mieux rémunérés. Le rôle de l'argent dans l'accès à la propriété étant fondamental, il paraît donc logique que les maîtres des Comptes soient les plus représentés.

Si la situation patrimoniale des gens de finances laisse entrevoir des caractéristiques communes, ces dernières se retrouvent-elles dans un type d'habitat privilégié ? En effet, le rapport ville/campagne est visible dans notre étude et est clairement déséquilibré en faveur du milieu rural, même si quelques rares exemples viennent illustrer la part urbaine de leur patrimoine. Les possessions de Pierre Bricoan dans la ville d'Angers sont révélatrices du type de bien immobilier privilégié en milieu urbain par le personnel des Comptes angevins : il possède un jardin qui se trouve près d'une place vide située « au val de Mayenne » ; il est installé près des murs de la ville et jouxte la rue Saint-Aubin⁸⁰. Le cadre de travail de cet officier correspond aussi à son cadre de vie personnel. Ce constat peut être en partie expliqué par l'obligation assignée aux officiers de la Chambre des comptes de Lille notamment, de résider près de leur lieu de travail. Cette règle, dont nous n'avons pas trouvé de trace pour le personnel d'Angers, enrichirait notre analyse en donnant un sens à l'investissement massif du personnel de la Chambre en milieu rural. En effet, attachés à la ville par leurs fonctions, la campagne angevine pourrait leur offrir, à l'occasion, une résidence secondaire.

Si les alliances matrimoniales contractées par les officiers de la Chambre des comptes d'Angers ne reflètent pas une cohérence de comportements, la situation patrimoniale de son personnel offre quant à elle des caractéristiques communes. Leur unité est avant tout fondée sur l'adhésion à ce comportement et l'institution réunit toutes les conditions nécessaires à la réalisation d'un esprit de corps « patrimonial » en pourvoyant ses officiers en fortune et en réseaux.

•

Les prérogatives financières et judiciaires de la Chambre des comptes d'Angers sont souveraines dans différents domaines et son personnel dispose à ce titre d'une relation privilégiée avec le gouvernement ducal. La hiérarchie interne des Comptes angevins répartit le rôle et les tâches de chacun, mais le fonctionnement institutionnel de la Chambre continue à influencer fortement l'organisation de ses effectifs entre 1397 et 1424.

80. Arch. nat., P 1334⁴, f° 118 v° et 144.

Gravitant quotidiennement autour des lieux et des personnes du pouvoir, les membres de l'institution se fondent plus largement dans la masse des agents de l'administration princière. Les carrières du personnel de la Chambre suivent pour la plupart un modèle type constituant un facteur d'unité pour les membres de l'institution. Leur identité professionnelle se forme notamment au travers des critères de recrutement, des modalités de désignation ainsi que du parcours effectué à la Chambre. Appartenant pour la plupart aux élites traditionnelles du duché – ou cherchant à y être intégrés – les officiers de la Chambre des comptes d'Angers ne constituent pourtant pas un groupe social à part entière. Si des caractéristiques communes ressortent de leur situation sociale et patrimoniale dans la société angevine durant cette période, l'esprit de « corps » ne se retrouve pas dans leurs relations au sein de l'institution. Le passage des officiers par la Chambre n'est pas marqué par la création de liens particuliers entre ses membres, ni par l'hérédité de leurs charges. L'ensemble de leurs parcours et de leurs réseaux apparaît comme extérieur à l'institution. Le personnel des Comptes angevins appartient néanmoins à l'élite administrative du duché, et le rôle de la Chambre est parfois fondamental dans l'ascension sociale de certains individus et dans la constitution des fortunes.

RÉSUMÉ

La Chambre des comptes d'Angers constitue l'un des rouages essentiels du gouvernement ducal de la seconde maison d'Anjou à la fin du Moyen Âge. Attachée à la sauvegarde, au contrôle et à la gestion du patrimoine angevin, l'institution participe activement à la mise en place et au développement de l'administration princière dans ces territoires. Le premier « Journal » de la Chambre des comptes d'Angers (1397-1424) reflète les activités quotidiennes du personnel attaché à son service. Il met en avant les prérogatives qui leur sont attribuées, leurs compétences, mais aussi leur influence au sein du gouvernement princier. La tutelle administrative reste cependant assez forte pendant notre période. Elle influence l'organisation des effectifs et limite la capacité d'agir des officiers de la Chambre aux compétences de leurs charges. Néanmoins, les carrières du personnel de la Chambre suivent pour la plupart un modèle type constituant un facteur d'unité pour les membres de l'institution. Leur identité professionnelle se forme notamment au travers des critères de recrutement, des modalités de désignation ainsi que du parcours effectué à la Chambre. Si des caractéristiques communes ressortent de leur statut dans la société angevine durant cette période, l'esprit de « corps » ne se retrouve pas dans leurs relations au sein de l'institution. Le personnel des Comptes angevins appartient donc de facto à l'élite administrative du duché, même si le rôle de la Chambre dans la constitution des fortunes et le dialogue entre les différents officiers princiers est parfois fondamental dans l'ascension sociale de certains individus.

ABSTRACT

The Chamber of accounts constitutes one of the essential mechanisms of the ducal government during the second Angevine dynasty in the late Middle Ages. In charge of the control and management of the Angevine legacy, the institution was one of the keys of the establishment and development of princely administration in these territories. The first «Journal» of the Chamber of accounts in Angers (1397-1424) reflects the daily activities of the staff attached to its service. It shows the prerogatives assigned to them, their skills but also their influence on princely government. However, the administration remained strong during our period. It influenced the staff organisation and limited their capacity to act. Nevertheless, officers' careers followed a uniform pattern that brought the institution's members together. Professional identity was notably formed through choices made during recruitment, appointment procedures and promotion within the Chamber. If common characteristics emerge from their status in the Angevine society, an esprit de corps did not emerge from their relations within the institution. The officers of the Chamber of accounts belonged de facto to the elite of the Angevine administration, although the institution played a part in the success and rise in social status of some individuals.